

Les crédits

M. Martin (LaSalle—Émard): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au député. Mais je voudrais lui dire que je suis originaire de la ville de Windsor. J'ajouterais que j'ai déjà entendu des discussions à propos des problèmes écologiques qui affligent ma ville natale, dans les comtés d'Essex et de Kent, mais j'ai rarement entendu quelqu'un les présenter aussi clairement et avec autant de perspicacité. Je tiens à féliciter le député.

Des voix: Bravo!

M. Martin (LaSalle—Émard): Le député pourrait-il nous expliquer pourquoi le gouvernement fédéral a décidé de ne pas poursuivre la lutte pour empêcher la construction de l'incinérateur de Detroit. Cette construction est pratiquement un acte d'agression envers un pays ami. C'est certes un acte d'agression contre une ville amie comme Windsor. Je dois admettre que c'est la première fois qu'un député intervient avec autant d'éloquence dans ce dossier aux Communes. Par comparaison, c'est une honte quand je vois ce que font les députés d'en face.

M. Crawford: Monsieur le Président, je réponds volontiers à cette question. L'incinérateur n'était qu'à l'étape de projet lorsqu'il en a été question. Ma municipalité a été la première à envoyer une résolution au gouvernement lui demandant d'intervenir pour empêcher la construction de cet incinérateur.

• (1630)

Nous n'avons pas reçu de réponse à la résolution que nous avons envoyée au gouvernement pour lui demander d'exiger la fermeture de cet incinérateur. Comme je l'ai dit plus tôt, c'est le plus gros incinérateur en Amérique du Nord. Les vents soufflent vers ma municipalité, vers Windsor, la ville natale de mon collègue, et vers Essex. Toutes les émissions de cet incinérateur viennent polluer notre région du Canada. Le gouvernement n'a même pas eu la courtoisie de répondre à une résolution présentée par une municipalité qui s'intéressait à la question et qui savait que des problèmes allaient survenir.

L'année suivante, en tant que président du conseil de comté, je n'avais toujours pas reçu de lettre du gouvernement adressée au comté de Kent.

Des voix: Quelle honte!

M. McCurdy: Après avoir entendu les observations de ceux qui prétendent venir de ma circonscription et après avoir entendu le député de Kent dire qu'il a été envahi de lettres de gens du comté d'Essex, je peux certainement croire, même si je suis arrivé en retard, que le député peut prouver que le gouvernement n'a pas tenu compte de la correspondance qu'il a reçue au sujet des problèmes environnementaux dans la région d'Essex-Kent. Et ces plaintes ne portent pas seulement sur cet incinérateur, mais aussi sur le niveau des lacs, sur le réacteur Fermi II

et sur un certain nombre d'autres problèmes environnementaux qui détruisent notre région.

J'aimerais seulement ajouter que j'espère que le comté de Kent suivra le comté de Windsor, comme il le fait toujours, dans la lutte contre la fermeture imminente de VIA Rail. Je suppose que cela fait partie de la politique du gouvernement en matière de développement durable. Cette mesure fera en sorte qu'il y ait encore plus de voitures et d'autobus sur nos routes et donc plus de fumée, de nitrates, de sulfures et de mercure pour accroître les pluies acides.

J'espère que le comté de Kent et le député dont on a vanté l'éloquence se joindront à notre lutte en vue d'assurer un équilibre dans ce pays et une politique en matière de transports qui, au moins, tiendra compte de la notion de développement durable.

Le président suppléant (M. Paproski): Le député de Kent a la parole s'il souhaite répondre.

M. Crawford: Monsieur le Président, je ne sais pas si c'était une observation ou une question. Tout ce que je puis répondre, c'est que nous apprécions certes le beau comté d'Essex—Windsor. Nous l'avons toujours fait. Pour vous, Votre Honneur, il est toujours passé après celui de Kent. Nous luttons certes en faveur de VIA Rail.

Je croyais que cela avait quelque chose à voir avec l'environnement, et c'est pourquoi je parle de l'environnement. Je suis certes d'accord avec mon honorable collègue sur ce point.

Le président suppléant (M. Paproski): La période réservée aux questions et observations est maintenant terminée. Reprenons le débat. La parole est au député de Rosedale.

L'hon. David MacDonald (Rosedale): Monsieur le Président, en neuf années d'absence de la Chambre et plus récemment durant la campagne électorale, j'ai toujours su qu'il était difficile de se faire élire à la Chambre. Je n'ai jamais pensé à quel point il pourrait être difficile d'obtenir la parole pour faire un discours. Je suis heureux d'avoir l'occasion de participer au débat.

Le député de Kent (M. Crawford) se demandait dans ses dernières observations si le débat portait sur l'environnement, les transports ou le budget; il n'est pas le seul. Quiconque a examiné, ne serait-ce que brièvement, la motion que nous a proposée le député d'Oshawa (M. Broadbent) comprendra immédiatement que ce n'est pas un de ses meilleurs efforts.

En fait, je connais le député d'Oshawa depuis avant même qu'il devienne député en 1968. Je crois me souvenir qu'il était professeur d'université. À l'époque lointaine où je fréquentais l'université, quand un professeur vous donnait un sujet de dissertation, vous aviez en fait deux possibilités. Un choix était de dire autant de choses que vous pouviez dans l'espoir d'être reçu à l'examen haut la main, ou bien si vous ne saviez presque rien sur le